

Geachte heer Burgemeester,

WAALS GEWEST**Steun ter bevordering van de werkgelegenheid****Sector plaatselijke besturen.
Containerparken nr. PB/00.****BESLISSING**

Overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 25 april 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 24 mei 2002) en, meer bepaald, artikel 15, § 5, en van het desbetreffende uitvoeringsbesluit van 19 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 30 januari 2003);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken (*Belgisch Staatsblad* van ...);

Naar aanleiding van uw verzoek dat geregistreerd werd op ... , komt u in aanmerking voor een jaarlijkse steun van maximum punten ... met het oog op de subsidiëring van de arbeidsplaatsen die voor de containerparken bestemd zijn (7 punten per arbeidsplaats);

Uw gemeente kan die steun genieten voorzover het globale tewerkstellingsvolume gehandhaafd wordt t.o.v. het referentiebestand, met name voltijds equivalent werknemers op ...

Deze beslissing heeft gevolg op ...

Datum van de beslissing :

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3467

[2004/202722]

17 JUNI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale, notamment l'article 29, § 4;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale tel qu'établi lors de la séance du 1^{er} juin 2004;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion annexé au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale

COMMISSION D'AGREMENT ET D'AVIS DES SERVICES D'INSERTION SOCIALE

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La Commission d'agrément des services d'insertion sociale est désignée ci-après comme "la Commission".

Art. 2. La Commission fixe périodiquement le calendrier des réunions ordinaires.

Art. 3. Le secrétariat de la Commission met à la disposition de chaque membre effectif et suppléant un recueil des textes décrets et réglementaires applicables aux services d'insertion sociale, ainsi que les circulaires en application; il communique également toute modification y apportée.

Art. 4. L'avis motivé demandé à la Commission par le Ministre est remis dans les deux mois, sauf si le Ministre a fixé un autre délai.

Sur demande motivée, le Ministre peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe un délai raisonnable.

CHAPITRE II. — *Des convocations*

Art. 5. Compte tenu du calendrier fixé par la Commission et à la demande de la présidence, le secrétariat convoque les membres de la Commission ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Il convoque également toute autre personne désignée par la Commission.

Art. 6. La convocation est adressée aux membres effectifs et suppléants au moins huit jours avant la réunion.

Elle en indique le lieu et l'heure, ainsi que l'ordre du jour.

S'il n'a pas été expédié auparavant, le procès-verbal de la réunion précédente est joint à la convocation.

Les notes préparatoires éventuelles pour chacun des points ne sont adressées qu'aux membres effectifs.

Si l'effectif est dans l'impossibilité d'assister à la réunion, il est chargé de prévenir son suppléant.

Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres.

Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence.

Art. 7. Les membres qui souhaitent obtenir ou communiquer des informations complémentaires quant aux points inscrits à l'ordre du jour, les adressent au secrétariat de la Commission pour diffusion soit à la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé (DGASS) rue G. Bovesse 100, à 5100 Jambes.

CHAPITRE III. — *De la constitution d'un bureau et de son fonctionnement*

Art. 8. § 1^{er}. Il est constitué au sein de la Commission un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions de la Commission, dresse l'ordre du jour et veille à la transmission des propositions ou avis adoptés par la Commission.

Il peut, outre les demandes d'avis du Ministre, formuler lui-même des demandes d'avis et les soumettre à la Commission.

§ 2. Conformément à l'article 21, § 3 du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, le bureau se compose de la présidence et de la vice-présidence ainsi que de deux membres, ces deux derniers étant choisis par la Commission.

La vice-présidence assure la présidence des séances en cas d'empêchement de la présidence et en cas d'empêchement également de celle-ci, le membre le plus âgé présent.

§ 3. Le bureau se réunit sur convocation du Président et en toute hypothèse préalablement à l'assemblée plénière.

Il détermine les modifications de l'ordre du jour qui sont éventuellement proposées à la Commission.

§ 4. Le bureau statue à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Art. 9. Le représentant de l'administration et un représentant désigné par le Ministre qui a les services d'insertion sociale dans ses attributions sont invités aux réunions du bureau.

Art. 10. Le bureau peut appeler tout ou partie des membres de la Commission pour ses travaux.

CHAPITRE IV. — *Du fonctionnement de la Commission*

Art. 11. Seuls les points inscrits à l'ordre du jour joints à la convocation peuvent être valablement soumis au vote.

Toutefois, sur proposition du bureau ou en cas d'urgence dûment motivée, un point peut être ajouté à l'ordre du jour en séance dès lors que la majorité simple des membres présents a accepté de l'examiner.

Art. 12. § 1^{er}. La Commission ne peut émettre valablement un avis ou faire un rapport qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle de la présidence est prépondérante.

§ 2. Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, la Commission siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple.

Si un membre s'absente de la Commission trois fois de suite et sans en informer son suppléant et le secrétariat, il est interpellé par la présidence qui peut, en fonction des explications données par le membre concerné, proposer sa démission au Ministre.

§ 3. Le résultat du vote est joint à l'avis; à sa demande, la minorité peut joindre à l'avis de la majorité une note précisant son point de vue.

Art. 13. Le membre de la Commission, directement intéressé à une demande d'avis soumise à la Commission - parce que membre du pouvoir organisateur ou du personnel du service d'insertion sociale demandeur - ne peut prendre part ni à la présentation de la demande, ni au débat ou au vote relatif à l'avis concernant cette demande.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou plusieurs membre(s) est contestée, la Commission en délibère après avoir entendu ce(s) membre(s).

En cas de parité des voix, la décision appartient à la présidence.

Art. 14. Si la Commission l'estime nécessaire, elle peut inviter à entrer en séance le service d'insertion sociale dont le dossier est inscrit à l'ordre du jour en vue d'obtenir des informations supplémentaires ou complémentaires.

Lorsqu'il s'agit d'un service d'insertion sociale dont un membre fait partie de la Commission, celui-ci peut être invité à entrer en séance pour délivrer les informations supplémentaires ou complémentaires souhaitées.

Art. 15. La Commission se réunit, de préférence, dans les locaux de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, sis avenue Bovesse 100, à 5100 Jambes, siège du secrétariat.

§ 2. En cas d'inaccessibilité de ces locaux, elle peut se réunir en tout autre lieu choisi par le Bureau.

§ 3. Le procès-verbal est rédigé par le membre de la Commission désigné par celle-ci, en cas d'impossibilité pour l'administration d'assurer le secrétariat dans les conditions prévues par le bureau. Il est communiqué au secrétariat par ce membre pour être joint à la plus prochaine convocation.

Art. 16. En cas d'empêchement de la présidence et de la vice-présidence, leurs attributions sont exercées par le membre le plus âgé.

Art. 17. Le membre effectif a l'obligation d'avertir son suppléant et le secrétariat de son absence et de la nécessité d'assurer son remplacement ainsi que de transmettre au suppléant les documents préparatoires annexés à sa convocation.

Art. 18. La Commission délibère à huis clos.

Art. 19. Tant que le Ministre n'a pas statué sur un projet soumis à la Commission, l'avis de celle-ci ne peut être divulgué à quiconque.

Art. 20. La Commission peut faire appel à des experts qu'elle désigne.

Les experts ne peuvent être présents lors des votes.

Art. 21. Le président de séance ouvre les débats, les instruit, les dirige et les clôture.

Il assure le bon fonctionnement de la séance, accorde, refuse ou retire la parole et maintient l'ordre.

Art. 22. Les votes ont lieu à main levée, sauf s'ils concernent des personnes ou lorsqu'un des membres en exprime la demande; dans ce dernier cas, ils ont lieu à scrutin secret.

Le membre qui s'abstient, peut motiver son abstention, laquelle est actée au procès-verbal.

Art. 23. § 1^{er}. Le secrétariat établit le projet de procès-verbal et, s'il échet, d'avis motivé.

Le procès-verbal indique le nom des membres présents, des membres excusés ou ayant quitté les travaux en cours de séance.

Il indique aussi les noms et qualités des experts invités ou des personnes entendues.

Le procès-verbal relate succinctement les débats et reprend les résultats des votes.

§ 2. Le procès-verbal et les avis motivés sont approuvés à l'ouverture de chaque séance et signés par le président de séance et le secrétaire.

Ils sont conservés au siège de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

§ 3. La Commission peut, dans les cas d'urgence motivée, approuver séance tenante tout ou partie du procès-verbal ou d'un avis motivé.

§ 4. Dans les quinze jours de la réception du procès-verbal ou de l'avis motivé, les membres transmettent leurs observations au secrétaire. A défaut de réaction, le procès-verbal ou l'avis motivé est considéré comme approuvé et communication en est faite aux membres soit à la plus prochaine séance, soit par courrier.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale.

Namur, le 17 juin 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3467

[2004/202722]

17 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting, inzonderheid op artikel 29, § 4;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting, zoals vastgelegd tijdens de zitting van 1 juni 2004;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 3. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage

Huishoudelijk reglement van de advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting

ADVIES- EN ERKENNINGSCOMMISSIE VAN DE DIENSTEN VOOR SOCIALE INSLUITING

Huishoudelijk reglementHOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting wordt hierna "de Commissie" genoemd.

Art. 2. De Commissie legt de agenda van de gewone vergaderingen op gezette tijden vast.

Art. 3. Een verzameling van de reglementaire en decretaire teksten die van toepassing zijn op de diensten voor sociale insluiting wordt samen met de van kracht zijnde omzendbrieven door het secretariaat van de Commissie ter inzage gelegd van de gewone en plaatsvervangende leden, aan wie ook kennis gegeven wordt van elke aangebrachte wijziging.

Art. 4. De Commissie geeft de Minister op diens verzoek binnen twee maanden een gemotiveerd advies, behalve als hij een andere termijn heeft vastgelegd.

Op gemotiveerd verzoek kan de Minister om dringend advies vragen. In dat geval legt hij een redelijke termijn vast.

HOOFDSTUK II. — *Oproepingen*

Art. 5. Het secretariaat roept de commissieleden en de personen die de vergadering met raadgevende stem bijwonen op met inachtneming van de door de Commissie vastgelegde agenda en op verzoek van het voorzitterschap.

Elke andere persoon aangewezen door de Commissie wordt ook opgeroepen.

Art. 6. De oproeping wordt minstens acht dagen vóór de vergadering naar de gewone en plaatsvervangende leden gestuurd.

Zij vermeldt de plaats, het tijdstip en de agenda van de vergadering.

De notulen van de vorige vergadering worden bij de oproeping gevoegd als ze niet eerder verstuurd werden.

Eventuele voorbereidende nota's voor elk agendapunt worden uitsluitend naar de gewone leden verstuurd.

Indien een gewoon lid de vergadering onmogelijk kan bijwonen, moet hij zijn plaatsvervanger verwittigen.

De oproepingen worden verstuurd naar het door de leden opgegeven adres.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de termijn van acht dagen ingekort worden.

Art. 7. De leden die bijkomende informatie over de agendapunten wensen te verkrijgen of te verstrekken, richten zich tot het secretariaat van de Commissie of tot het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid (DGASS), avenue G. Bovesse 100, te 5100 Jambes.

HOOFDSTUK III. — *Oprichting en werking van een bureau*

Art. 8. § 1. Binnen de Commissie wordt een bureau opgericht dat zal instaan voor de organisatie en de coördinatie van de werkzaamheden.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Commissie voor, stelt de agenda op en zorgt voor de kennisgeving van de door de Commissie aangenomen voorstellen of adviezen.

Naast de adviesverzoeken van de Minister kan het bureau er zelf formuleren en aan de Commissie voorleggen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 21, § 3, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting bestaat het bureau uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden gekozen door de Commissie.

Bij verhindering van de voorzitter wordt het voorzitterschap van de zittingen door de ondervoorzitter waargenomen en, bij diens verhindering, door het oudste lid dat aanwezig is.

§ 3. Het bureau vergadert na bijeenroeping door de voorzitter en in ieder geval vóór de plenaire vergadering.

Het bepaalt de in de agenda aan te brengen wijzigingen die eventueel aan de Commissie voorgelegd worden.

§ 4. Het bureau beslist bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 9. Een vertegenwoordiger van de administratie en een vertegenwoordiger aangewezen door de Minister die bevoegd is voor sociale insluiting worden uitgenodigd op de vergaderingen van het bureau.

Art. 10. Het bureau kan elk lid van de Commissie of een deel ervan oproepen voor zijn werkzaamheden.

HOOFDSTUK IV. — *Werkingswijze van de Commissie*

Art. 11. Alleen de bij de oproeping gevoegde agendapunten kunnen op geldige wijze aan de stemming onderworpen worden.

Op voorstel van het bureau en in geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan een punt tijdens de zitting evenwel aan de agenda toegevoegd worden als de gewone meerderheid van de aanwezige leden daarmee instemt.

Art. 12. § 1. De Commissie brengt pas op geldige wijze advies of verslag uit als minstens de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. Als dat quorum niet gehaald wordt, worden de leden uiterlijk binnen de vijftien volgende dagen opnieuw opgeroepen. Als het quorum tijdens die zitting weer niet gehaald wordt, zetelt de Commissie op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen.

Een lid dat drie opeenvolgende keren afwezig is op de Commissie zonder zijn plaatsvervanger en het secretariaat te verwittigen, wordt aangemaand door de voorzitter, die op grond van de gegeven uitleg kan voorstellen dat de Minister bedoeld lid ontslaat.

§ 3. De uitslag van de stemming wordt bij het advies gevoegd; de minderheid kan op verzoek het advies van de meerderheid vergezeld laten gaan van een nota waarin haar eigen standpunt vermeld wordt.

Art. 13. Het lid van de Commissie dat een rechtstreeks belang heeft bij een aan de Commissie overgelegd verzoek om advies - omdat het lid is van de inrichtende macht of personeelslid van de verzoekende dienst voor sociale insluiting - mag niet deelnemen aan de overlegging van het verzoek noch aan het debat of aan de stemming over het advies betreffende het verzoek.

Bij betwisting van het bestaan van een rechtstreeks belang uit hoofde van een lid (of verschillende leden), beslist de Commissie na het lid (de leden) te hebben gehoord.

Bij staking van stemmen ligt de beslissing bij de voorzitter.

Art. 14. Indien de Commissie het nodig acht, kan zij de dienst voor sociale insluiting waarvan het dossier op de agenda staat op de zitting uitnodigen om bijkomende of aanvullende informatie te verkrijgen.

Als het gaat over een dienst voor sociale insluiting waarvan een lid deel uitmaakt van de Commissie, kan bedoeld lid op de zitting uitgenodigd worden om de gewenste bijkomende en aanvullende informatie te verstrekken.

Art. 15. § 1. De Commissie vergadert bij voorkeur in de lokalen van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid, avenue Bovesse 100, te 5100 Jambes, zetel van het secretariaat.

§ 2. Als die lokalen niet beschikbaar zijn, kan ze vergaderen op elke andere plaats die door het bureau gekozen wordt.

§ 3. De notulen worden opgesteld door het commissielid dat de Commissie aanwijst als de administratie het secretariaat onmogelijk kan waarnemen onder de door het bureau gestelde voorwaarden. Ze worden door bedoeld lid aan het secretariaat overgemaakt om bij de eerstkomende oproeping gevoegd te worden.

Art. 16. Bij verhindering van de voorzitter of de ondervoorzitter worden hun bevoegdheden uitgeoefend door het oudste lid.

Art. 17. Het gewoon lid geeft zijn plaatsvervanger en het secretariaat kennis van zijn afwezigheid en van de noodzaak te voorzien in zijn vervanging en bezorgt zijn plaatsvervanger de voorbereidende documenten die bij zijn oproeping gaan.

Art. 18. De Commissie beraadslaagt met gesloten deuren.

Art. 19. Het advies van de Commissie mag niet bekendgemaakt worden zolang de Minister niet beslist heeft over een ontwerp dat haar overgelegd werd.

Art. 20. De Commissie kan een beroep doen op deskundigen die zij aanwijst.

De deskundigen mogen niet aanwezig zijn tijdens de stemming.

Art. 21. De voorzitter van de zitting opent, voert, leidt en sluit de debatten.

Hij zorgt voor de goede werking van de zitting, hij verleent, ontzegt, ontnemt het woord en handhaaft de orde.

Art. 22. Er wordt bij handopsteken gestemd. De stemming is geheim op verzoek van een lid of in de gevallen waarbij personen betrokken zijn.

Het lid dat zich onthoudt, mag zijn onthouding, die in de notulen vermeld wordt, motiveren.

Art. 23. § 1. Het secretariaat stelt het ontwerp van notulen en, desgevallend, van gemotiveerd advies op.

De notulen vermelden de naam van de aanwezige leden, van de verontschuldigde leden of van de leden die de zitting tijdens de werkzaamheden verlaten hebben.

Ze vermelden ook de naam en de hoedanigheid van de uitgenodigde deskundigen of gehoorde personen.

De notulen geven een kort relaas van de debatten en vermelden de uitslag van de stemmingen.

§ 2. De notulen en de gemotiveerde adviezen worden goedgekeurd bij de opening van elke zitting en ondertekend door de voorzitter van de zitting en door de secretaris.

Ze worden bewaard op de zetel van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

§ 3. De Commissie kan bij gemotiveerde dringende noodzakelijkheid het geheel of een deel van de notulen of van het gemotiveerde advies tijdens de zitting goedkeuren.

§ 4. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de notulen of van het gemotiveerde advies maken de leden hun opmerkingen over aan de secretaris. Bij gebrek aan reactie worden de notulen of het gemotiveerde advies geacht goedgekeurd te zijn en worden ze overgemaakt aan de leden, hetzij op de eerstvolgende zitting, hetzij per post.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 2004 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting.

Namen, 17 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE